

# RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



## SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito** / **p.2 et 3 : Actualité sociale** (*Communiqué de Résistance Sociale – Alerte, réforme retraites !*) (*Les syndicalistes sont des héros !*) / **p.4 à 6 : Place au débat** (*Une autre Europe est possible*) (*L'entrepreneuriat contre l'émancipation*) / **p.7 : Avez-vous remarqué ?** (*70<sup>ème</sup> anniversaire du Conseil national de la Résistance*) / **Les bras m'en tombent** (*Non, être syndicaliste n'est pas un crime !*) / **p.8 : Coup de gueule** (*Urgences hospitalières : attention danger !*)

## L'ÉDITO

Après l'ANI, après le traité « Merkozy », après le renvoi en commission de la proposition de loi d'amnistie des syndicalistes, après l'abandon des hauts-fourneaux de Florange et de la raffinerie de Pétroplus, après le renoncement à une vraie réforme des banques et à la limitation des salaires des patrons, voici maintenant que François Hollande fait l'éloge de Gérard Schröder et de ses réformes, dont chacun sait, pourtant, qu'elles se sont traduites par une paupérisation d'une partie des salariés allemands, par une baisse générale des salaires et des pensions et par une flexibilité accrue. Cela au moment même où le SPD jette enfin un regard critique sur cette période ! Et, comme si ce n'était pas assez, on nous annonce une nouvelle réforme des retraites visant une fois de plus à allonger la durée de cotisation nécessaire pour avoir une retraite à taux plein et qui pourrait – cerise sur le gâteau – se traduire par de nouveaux reculs concernant les salariés de la fonction publique et du secteur public. On est bien loin de ce qu'on pourrait attendre d'un gouvernement de gauche ! Et ce n'est pas les réformes sociétales qui peu-

vent masquer cet écart entre les attentes du peuple et les réalisations du pouvoir. On est bien loin des promesses du Bourget qui désignaient la finance comme l'ennemi ! On en arriverait presque à se demander pourquoi on a chassé Sarkozy ! Heureusement, la droite nous donne chaque jour des raisons de continuer à la rejeter. Son alliance avec l'extrême droite s'affirme chaque jour un peu plus comme l'attitude anti-



républicaine de certains de ses dirigeants. Et nous savons bien que son programme social serait encore pire que celui qui est mis en œuvre. Raison de plus pour résister et agir pour qu'une alternative crédible à gauche voie le jour. C'est pourquoi nous

signalons l'initiative des « **assises de la transformation sociale** » qui se tiendront le 16 juin à l'initiative du PCF et de diverses autres organisations politiques, syndicales et associatives, même si l'opposition faite à ce que soit mentionnée la nécessité de l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat ne permet pas à RÉSO d'être signataire de l'appel. Un débat à relancer d'ailleurs !

(suite page 2)

## L'EDITO (suite)

Au moment où l'on célèbre les 70 ans du Conseil National de la Résistance, nous devons réaffirmer avec force la pertinence de nos valeurs, notre volonté de lutter pour le progrès social et contre le chômage et la paupérisation des salariés et des retraités, contre les réformes imposées par la Commission européenne et le FMI avec la complicité active des gouvernements qui précipitent leurs peuples dans la misère au profit d'une petite minorité qui s'enrichit sans vergogne. Une résistance d'autant plus nécessaire que de plus en plus de voix se font entendre à l'intérieur et hors d'Europe pour dénoncer l'absurdité de cette politique « austéritaire » qui, au lieu de diminuer les déficits qu'elle est censée corriger, aboutit à les augmenter, entraînant une vague de récession et de chômage qui ne fait qu'alimenter le populisme à la manière de ce qui s'est passé dans les années 30. Comme à cette période, cela se traduit par la recherche de boucs émissaires qui ne sont bien sûr jamais les vrais responsables. Plutôt que de se servir de ces noires perspectives pour faire accepter plus de régressions au nom de la lutte contre les nationalismes, il serait temps que nos gouvernants retrouvent le sens des réalités pour que J-M Ayrault cesse de répéter « qu'il n'y a pas d'austérité », pour qu'ils se décident enfin à avoir le courage de dire stop à cette politique. Mener une politique susceptible de permettre le retour à la croissance et au plein emploi suppose de se donner des armes efficaces pour lutter contre les diktats libéraux, pas de céder les participations de l'Etat dans les entreprises publiques. Cela suppose tout autant d'organiser le partage des richesses produites et d'augmenter les salaires, pas de faire payer la crise financière aux salariés en protégeant des actionnaires qui n'investissent même plus. Cela suppose enfin de cesser de casser le droit du travail et la sécurité sociale afin que les salariés puissent se défendre et ne vivent pas dans une continuelle précarité.

Pour notre part, nous pensons qu'il est encore possible d'éviter le gouffre. Pour cela, le rassemblement le plus large de celles et ceux qui veulent un autre avenir doit s'opérer sans tarder. On peut compter sur Résistance Sociale pour aider à cette prise de conscience.

Marinette BACHE

## ACTUALITÉ SOCIALE

### Communiqué de Résistance Sociale - ALERTE : RÉFORME RETRAITES !

Lors de sa conférence de presse du 16 mai, le Président de la République a donné les axes et le calendrier d'une nouvelle réforme des retraites :

- « *Déficit...prévu à 20 Md€ en 2020...Je refuse...* » On est dans la séquence habituelle : campagne médiatique, « trou », rapports, réforme.
- Retraites désindexées de l'inflation, comme l'AGIRC et l'ARRCO, pour lesquels « *les partenaires sociaux ont pris leurs responsabilités* » (pas tous en réalité) en acceptant pour les 3 prochaines années une revalorisation de 1 point inférieure à l'inflation.
- Après la taxe, l'augmentation de la CSG des retraités est souvent évoquée... au nom de la justice.
- Nouvel allongement de la durée de cotisation pour le taux plein : « *dès lors que l'on vit plus longtemps, ...on devra travailler aussi un peu plus longtemps.* »
- Menace sur les régimes de fonctionnaires, les régimes spéciaux au nom de la lutte contre les « *inégalités* » : « *Inégalités entre régimes, inégalités aussi qui frappent les femmes ou ceux qui ont des carrières incomplètes...* ». Ces régimes (Programme National de Réforme soumis à Bruxelles) sont « *éclatés* » et « *complexes* ». Est-ce un ballon d'essai pour une réforme « systémique », à points, chère à certaines organisations ?
- Noter que baisser les retraites ouvre automatiquement la voie à la capitalisation
- « *Concertation* », qui ressemble à un passage en force, pour ce projet de réforme déjà bien balisé: « *Elle s'ouvrira dès la Conférence sociale du mois de juin et se poursuivra jusqu'à*

*la fin de l'été* ». Une procédure encore plus accélérée que l'ANI se profile.

Le contexte est inquiétant :

- « Règle d'or », Pacte pour l'euro plus, TSCG, semestre européen...
- Le délai de 2 ans « *consenti* » par la Commission européenne pour parvenir aux 3 % de déficit (qui implique des coupes massives sur les services publics et la Sécu) doit s'accompagner d'une nouvelle réforme du marché du travail, *la réforme des retraites*, une plus grande libéralisation des services et des biens (entre autres SNCF, EDF-GDF)
- La « *compétitivité* » devrait être rétablie par la baisse des salaires et des cotisations sociales patronales (l'ANI ne suffit déjà plus). Ça prive la Sécurité Sociale de ressources, creuse encore plus le « *déficit* ». Il faudrait faire l'inverse
- Livre blanc retraites de l'UE : « *Les réformes de la sécurité sociale ...ont bien progressé dans plusieurs pays, dernièrement en République tchèque, en Grèce, en Espagne et en Italie...* »

Une énorme pression est exercée par les « *marchés* », le patronat, la droite, la troïka...

Au-delà d'analyses et propositions qui peuvent être différentes nous appelons :

- ➔ à résister à une réforme qui comme les précédentes ne ferait qu'aggraver la situation. D'autres solutions existent ;
- ➔ à lutter contre les tentatives d'opposer les générations entre elles, le privé au public... ;
- ➔ à informer dès maintenant **les salariés, la population, à préparer la mobilisation unitaire** pour éviter que ces menaces se matérialisent, à défaut de lutter victorieusement contre.

# ACTUALITÉ SOCIALE

## Les syndicalistes sont des héros !

Par Gérard FILOCHE

Interview à RTL réécrite *a posteriori*

### **Laurent Bazin : N'est-ce pas trop que d'amnistier des « casseurs » finalement des syndicalistes violents ?**

Gérard Filoche : Dans ce pays, c'est incroyable, on s'émeut de l'amnistie de syndicalistes mais pas des délits patronaux : le Medef qui s'indigne contre quelques militants qui ont forcé des portes pour se faire entendre, lui, il détournait 600 millions d'euros dans une caisse noire, révélée en 2007, c'était des détournements en bande organisée de biens sociaux, une double comptabilité dans les entreprises, un trafic d'influence et de salaires en liquide (versés par le Président de l'UNEDIC d'alors qui était pourtant chargé de veiller aux rentrées de cotisations sociales ! ). Cet argent, c'était pour casser les grèves, de « l'argent sale » avait dit Laurence Parisot, avouant « *beaucoup savaient inconsciemment* ». Mais eux, ils ne risquent pas de demander l'amnistie, on est 6 ans après, et ils ne sont toujours pas jugés ! Pourtant, n'importe quelle bande organisée de voleurs de mobylettes en banlieue, pour beaucoup moins que ça aurait été mise sous les verrous.

### **Mais les syndicalistes qui cassent...**

Ecoutez Monsieur Bazin, si vous avez des congés payés, vous-même, c'est parce qu'il y a eu des occupations d'entreprises et des séquestrations de patrons ! L'histoire du syndicalisme, ça a été pour d'abord exister lorsqu'il y avait des massacres contre les ouvriers, comme le massacre de Fourmies. Qui ne s'en souvient ? Si on a une retraite et une Sécu, c'est qu'il en a fallu des occupations, des piquets de grève, des échauffourées, et les militants ont été plus souvent frappés, matraqués, licenciés, humiliés que violents eux-mêmes !

Dans ce pays, l'UMP réclamait, il y a quelques semaines, l'amnistie pour les fraudeurs fiscaux ! Il y a 590 milliards d'avoirs français dans les paradis fiscaux, 60 à 80 milliards de fraude fiscale, mais là ils demandent l'amnistie, ils n'arrêtent pas les gens, ils ne les poursuivent pas, ils ne les condamnent pas, ils ne reprennent pas l'argent fraudé. Ils demandent même grâce pour eux afin qu'ils ne soient pas pour-

suivis et qu'ils puissent continuer !

Il n'y a pas d'égalité dans les entreprises, un contrat de travail c'est un lien de subordination juridique permanent, c'est terrible, c'est difficile de défendre ses droits du travail, son salaire, sa promotion, sa carrière, sa dignité, sa santé, c'est pour ça qu'il y a si peu de syndicalistes, ils sont courageux, ceux-ci sont des héros ! Qu'on se souvienne de ceux à Peugeot Sochaux, dont il a fallu redresser la carrière parce que, pendant 25 ans, ils avaient subi un préjudice, ils étaient moins payés, moins bien traités alors qu'ils défendaient leurs droits républicains dans l'usine.

### **Oui, mais il y a des syndicalistes qui eux, ne cassent pas, ne jettent pas des pierres...**

Qui jette des pierres ? Les manifestants d'hier contre le mariage pour tous place des Invalides ? Ne vous en faites pas ils ne seront sûrement pas poursuivis. Mais, vous savez, il y a des centaines de milliers de syndicalistes, qui se lèvent le matin, pas avec l'intention de séquestrer leur patron, et puis un beau jour devant l'injustice, l'inhumanité de l'exploitation, la souffrance au travail, le fait d'être licenciés sans contrôle, sans recours, qu'ils subissent, ils craquent ! Eh bien, ce sont des soulèvements nobles, et quelque temps plus tard on leur rend hommage parce que c'est ainsi que l'histoire sociale avance !

Vous savez, je pense à mes copains de Pétroplus, ce sont des amis, c'est mon coin, je suis né là-bas, j'ai travaillé là-bas, on vient de fermer leur entreprise, scandaleusement, alors qu'il y a besoin de raffineries en France, alors qu'elle est rentable, je les ai vu devant leur belle usine, dire qu'ils allaient tout faire péter...

### **Vous leur conseillez de tout faire péter ?**

Je soutiens leur lutte, je comprends leur amertume, leur désespoir et leur haine, et la société devrait entendre, car il est possible, il faut nationaliser Pétroplus. Que faudra-t-il pour que eux et tant d'autres à Aulnay, à Continental, à Mittal fassent pour être entendus ? Leur combat est le nôtre.

Pour la liberté d'expression  
**Amnistie**  
 des syndicalistes et des militants associatifs



## PLACE AU DÉBAT

*Résistance Sociale publie ci-dessous un appel intitulé « Une autre Europe est possible » lancé le 15 mai 2013 en même temps dans plusieurs pays d'Europe à l'initiative de personnalités de gauche françaises, allemandes, italiennes et autrichiennes, qu'il nous a semblé utile de faire connaître. Ce texte appelle à combattre les mesures d'austérité mises en place en Europe et à construire une Europe sociale. Il dénonce certaines des mesures qui devraient être débattues lors du prochain conseil européen du mois de juin. Il nous paraît important en ce sens qu'il démontre que la volonté de lutter contre une politique européenne dévastatrice en matière d'emplois, de solidarité et de droits sociaux est largement partagée en Europe puisque plusieurs milliers de responsables de différents partis de gauche en Europe (PS, SPD, Die Linke, SEL, PSö), organisations (ATTAC), économistes, syndicalistes et citoyen(ne)s de France, Allemagne, Italie, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Grèce ... en sont déjà signataires.*

*Nous sommes, cependant, tout à fait conscients, à Réso, que la question européenne suscite de profonds débats au sein de la gauche, notamment en France, certains étant favorables à la poursuite vers un fédéralisme, d'autres, dont nous sommes, considérant que la question sociale est prioritaire et qu'elle doit d'abord se régler au niveau de chaque pays, la perspective d'une Europe sociale nous paraissant au mieux lointaine. En tout état de cause, il nous semble que l'Europe sociale ne doit pas servir d'alibi à la poursuite d'une politique libérale sous prétexte que les gouvernements de gauche sont aujourd'hui minoritaires en Europe*

*Ce texte, pour réussir l'unité, se place nécessairement au niveau européen et fait l'impasse sur les questions qui, à ce niveau, diviseraient les signataires : question monétaire, surévaluation de l'euro, choix d'une monnaie unique au lieu d'une monnaie commune, etc.*

*Résistance sociale ne pense pas que les conditions soient aujourd'hui réunies pour imposer un quelconque rapport de force au niveau européen puisque nous n'arrivons pas à faire exister le moindre début de mesure sociale contrant le libéralisme dans les cadres nationaux, ni à les faire porter au niveau international par nos dirigeants qui continuent à signer des directives ultra-libérales.*

*La zone de résistance est celle des peuples en lutte. Les peuples doivent reprendre en main la chose publique. La souveraineté populaire doit être la base de toute reconquête politique car ce n'est que lorsque celle-ci sera de nouveau effective ou en passe de l'être que la question sociale sera en passe d'être résolue. Les cadres institutionnels existants devront s'adapter, périliter ou disparaître mais il s'agira d'une conséquence historique, non d'un choix antérieur.*

*Tout cela étant dit, Résistance sociale salue cette initiative car elle met à jour la volonté largement partagée en Europe de contrer les politiques « austéritaires ». Ce texte est donc utile dans une certaine sphère de pouvoir à faire progresser un constat commun. Il permet aussi de crédibiliser l'engagement de l'ensemble des forces qui luttent contre le diktat de la finance en les sortant de la marginalité apparente dans laquelle essaie de les enfermer les mass-médias.*

*Nous espérons que cette courte présentation aura permis d'éclairer les débats que ce texte pose et permette ainsi à chacun de nos adhérents, sympathisants et réseaux de faire le choix de signer ([www.uneautreurope.eu](http://www.uneautreurope.eu)) ou non ce texte.*

Salut et Fraternité,

Marinette BACHE, présidente de Réso, Eric FERRAND, Alain GELY, Lucien JALLAMION, Pierre KERDRAON, vice-présidents

## Une autre Europe est possible !

**Pour la démocratie, pour la protection et les droits sociaux en Europe, contre la poursuite de l'austérité.**

L'Europe ne réussit pas à sortir de la crise. Depuis 10 ans, chaque année apporte son lot de nouvelles de plus en plus alarmantes. Le chômage atteint des niveaux records dans l'Union européenne : 26 millions de personnes, soit dix millions de plus qu'avant la crise, y sont sans emploi, et leur nombre augmente de près de 200 000 tous les mois. En Espagne et en Grèce, le taux de chômage des jeunes atteint déjà 60 %. Dans la plupart des pays, les salaires réels baissent depuis des années. Il en résulte une détresse humaine que les chiffres sont impuissants à exprimer : des centaines de milliers d'Athéniens ne se nourrissent que grâce aux soupes populaires, et en Espagne, l'existence d'un grand nombre de logements vacants n'empêche pas les expulsions massives. En hiver, nombreux sont ceux qui n'ont plus les moyens de se chauffer. C'est une situation que l'Europe considèrerait

depuis longtemps comme révolue ! La crise qui touche l'Europe n'est pas venue par surprise. Elle est le fruit d'une politique néolibérale reposant sur la concurrence entre les pays, la foi dans les marchés et sur une industrie financière en grande partie non réglementée. Placer les marchés au-dessus de tout s'avère être une monumentale erreur. Favoriser les plus aisés par des cadeaux fiscaux, conduit à une impasse. Le bilan est sans appel : des fortunes énormes se sont accumulées tandis qu'explosaient la pauvreté, les emplois précaires, l'exploitation et le chômage. L'accroissement des inégalités et la politique d'austérité touchent de plein fouet les femmes, qui sont souvent les plus précaires et qui subissent particulièrement la réduction des prestations sociales et le démantèlement des politiques publiques. La mise en cause de l'État social est une régression pour l'égalité des sexes et pour les

droits des femmes.

L'Union européenne réagit à la crise financière et économique par une politique de rigueur lourde de conséquences et inacceptable. Les responsables sont connus: la plupart des chefs d'État et de gouvernement, les laboratoires d'idées, certains médias, les organisations patronales, l'industrie financière, la BCE et la Commission européenne. Leurs décisions sont toujours les mêmes : réduction des dépenses publiques, accélération des privatisations, gel et de baisse des salaires, réduction des droits et protections des salariés comme de la protection sociale. Les conséquences sont dramatiques : les licenciements et les fermetures d'entreprises se sont multipliés et demeurent à l'ordre du jour.

Le climat qui en résulte est dominé par la peur de perdre son emploi, son revenu régulier et, finalement, ses derniers moyens d'existence. On monte les uns contre les autres les salariés, les retraités et les catégories sociales défavorisées, au niveau national et d'un pays à l'autre. En revanche, leurs « réformes » ne prévoient pas d'imposer la fortune, les hauts revenus et bénéfices d'entreprises. Ainsi s'accroît l'inégalité de revenus et de patrimoines, l'une des causes principales de la crise. Comment s'étonner qu'elle s'aggrave ? Pourtant, les dirigeants actuels de l'UE entendent durcir encore cette politique d'austérité et de régressions sociales. Ils veulent l'étendre et l'imposer à tous les États membres. Déjà, un ensemble d'actes juridiques et les traités européens ont contraint les États membres à pratiquer des coupes budgétaires radicales. La Commission européenne peut prononcer des sanctions à l'encontre d'États membres si la politique économique adoptée par les parlements nationaux n'est pas conforme à ses exigences et qu'elle estime que des « déficits budgétaires structurels » vont se produire. Craignant les voies démocratiques normales, et pour éviter d'éventuels blocages, les nouvelles procédures de décision ne réservent au Parlement Européen qu'un droit de consultation et le privent, dans ce cas, de ses pouvoirs de codécision. En dépit de l'aggravation de la situation et de la récession qui s'installe en Europe, les dirigeants néolibéraux, Angela Merkel et la commission européenne veulent renforcer cette politique et utiliser des instruments contraignants pour l'imposer. Ainsi, le sommet du Conseil européen de juin 2013 devrait prendre des décisions qui obligeront tous les États membres à s'engager, par une sorte de « traité de compétitivité », à mettre en œuvre des « réformes structurelles » que la Commission

européenne définira pour eux. Il s'agit en particulier de baisses des salaires et des retraites, d'une augmentation du temps de travail, de la privatisation de services publics, etc... Cette fois, qu'il y ait ou non des déficits budgétaires – les États signataires devront mettre en œuvre ces « réformes structurelles » même si leur budget national est équilibré.

Pour surmonter la résistance de la population, la méthode utilisée est celle de la carotte et du bâton. On prévoit de fournir des aides financières aux États membres qui appliqueront à temps les réformes « structurelles », mais, si les parlements n'obéissent pas aux injonctions de l'« alliance pour la réforme », les pays seront passibles d'avertissements et, en fin de compte, de sanctions financières. Nous rejetons les projets de ce prétendu « instrument de convergence et de compétitivité » de l'UE et nous voulons que soit enfin mis un terme à la politique d'austérité actuelle. Pour cela, il faut que soit pris un virage à 180° menant à une Europe du plus grand nombre, démocratique, sociale et écologique, ce qui implique :

- que l'on procède à une redistribution démocratique de la richesse, notamment par une imposition plus forte des bénéficiaires et de la fortune ;
- que l'on sorte de la spirale de baisse des salaires, ce qui réduira les considérables déséquilibres entre les pays de l'Union monétaire (certains pays accumulent des excédents énormes de leur balance courante aux dépens d'autres pays, où elle est déficitaire) ;
- que l'on renforce les droits des salariés, la protection des salariés et les droits des syndicats ;
- que l'on rétablisse la réglementation des marchés financiers et que l'on réduise leur taille ;
- que l'on favorise les accords visant à réduire le chômage dans tous les États membres de l'UE ;
- que soit lancé un programme européen d'investissements en faveur du développement des infrastructures et de la transformation écologique ;
- que soit mise en place progressivement une Union sociale européenne.

**Nous croyons fondamental d'approfondir la construction européenne et cela exige cette réorientation majeure. Elle doit aujourd'hui avoir comme objectifs prioritaires une démocratie effective et un haut niveau de protection sociale, d'emploi et de bien-être partagé pour tous les Européens.**

# PLACE AU DÉBAT

## L'entrepreneuriat contre l'émancipation

Par Francis DASPE

La principale critique que nous faisons du projet de loi d'orientation pour la refondation de l'école de la République de Vincent Peillon résidait dans l'accumulation de contresens et d'aveuglements idéologiques sur lesquels il repose. Le discours prononcé le 29 avril par le président de la République en clôture des assises de l'entrepreneuriat valide de fait notre analyse. Il offre en effet un condensé édifiant de ces déficiences dûment constatées.

François Hollande propose de « stimuler l'esprit d'entreprise » dans l'école, en prévoyant notamment de la sixième à la terminale un programme sur « l'entrepreneuriat ». Ce faisant, il décline les impasses idéologiques qui obscurcissent la loi d'orientation en discussion au Parlement, votée en première lecture par les députés et prochainement soumise aux sénateurs.

C'est d'abord remettre en cause de manière frontale la laïcité qui ne se résume pas au champ du religieux. Elle vise également à garantir la neutralité en mettant à distance tous les dogmes : celui du marché et de l'économisme triomphant doivent être maintenus hors de portée des enfants.

L'augmentation du nombre de stages en entreprises, outre qu'elle vise à formater les futurs salariés à la doxa libérale véhiculée au sein de l'entreprise, réduira en conséquence la part des savoirs transmis. En effet, les stages ne se traduiront pas par des heures supplémentaires pour les élèves. C'est donc accentuer la dérive minimaliste et utilitariste du socle commun de compétences instauré par la précédente loi d'orientation de 2005 de François Fillon et confirmé par la future.

L'intrusion au sein de l'école des façons de penser de l'entreprise et des intérêts du monde économique constitue une régression. L'école de la République s'était mise en place en s'affranchissant de tous les intérêts locaux, clientélistes, cléricaux ou mercantiles. Il s'agit d'une évolution à rebours de la construction d'un cadre national garantissant au mieux une égalité territoriale même imparfaite. C'est en définitive ouvrir la voie à plus d'autonomie, fourrier d'une balkanisation de l'école et d'une gestion managériale.

En filigrane se dessine la marotte de « l'adéquationnisme » dans le prolongement de l'imposition à l'institution scolaire de l'acte III de la décentralisation même morcelée en trois parties devant les inquiétudes exprimées au sein même de la majorité. Au motif que l'offre de formation devrait être en adéquation avec la réalité du bassin d'emploi correspondant, les libéraux voudraient assujettir l'école aux intérêts immédiats des entreprises locales. C'est ainsi que la tentation est grande de la part de nombre de présidents de conseils régionaux socialistes de faire en sorte que « ceux qui financent les bâtiments décident aussi de ce qui se passent entre les murs ». Cet « adéquationnisme » de mauvais aloi renforce puissamment les enfermements dans des déterminismes territoriaux et sociaux que l'honneur de l'école est de combattre sans faillir.

Ces aveuglements idéologiques se situent bien aux antipodes de la mission première d'une école de la République digne de ses valeurs : combattre toutes les formes d'aliénation, favoriser l'émancipation. Rien dans les propos présidentiels n'y concourt : ni la conformation annoncée à la culture entrepreneuriale, ni le rabougrissement programmé des savoirs, ni la mainmise encouragée d'une oligarchie de possédants sur l'institution scolaire, ni la territorialisation de l'enseignement contraire au principe d'unité et d'indivisibilité de la République.

L'actuelle majorité doit changer urgemment de logiciel en matière d'éducation, sans quoi les ruptures idéologiques avec l'ancienne ne relèveront malheureusement que du champ du cosmétique. Plus que jamais, l'école a besoin d'un projet de société de transformation qui seul lui permettra de remplir pleinement ses missions que le triptyque « instruire, qualifier, émanciper » résume au mieux. Les propos présidentiels montrent que l'institution scolaire ne sert qu'à masquer tant bien que mal carences et renoncements d'un projet de société qui se soumet à l'austérité et ignore la réalité de la lutte des classes. Car s'en remettre à l'esprit d'entreprise comme seul viatique, c'est ni plus ni moins brader l'idéal d'émancipation.

**Francis DASPE est président de la Commission nationale Éducation du Parti de Gauche. Il est aussi secrétaire général de l'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la gauche républicaine et sociale – Prométhée) Ce texte a été publié en tribune libre sur le site de Rue 89 sous le titre de « L'esprit d'entreprise » à l'école : une atteinte à la laïcité ».**

# AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

## Il y a 70 ans, le 27 mai 1943, naissait le Conseil national de la Résistance



Pour la première fois, ce 27 mai 2013, a été célébrée la journée nationale de la Résistance, jour anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance présidé par Jean Moulin jusqu'à son arrestation à Caluire.

Le CNR était composé des représentants des différents mouvements de résistance. Près d'un an plus tard, le 15 mars 1944, était adopté le programme du CNR qui prévoyait notamment (source Agoravox)

### a) sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;
- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

### b) sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;

- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ;
- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique des prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;
- Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations étrangères.
- La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

*Ce programme du CNR, que voulaient éradiquer Denis Kessler et Nicolas Sarkozy, constitue encore aujourd'hui une référence pour tous les républicains et progressistes. Il est directement à l'origine de la création de la sécurité sociale par Ambroise Croizat, de la nationalisation de Renault, des charbonnages de France, d'Electricité et Gaz de France (EGF, avant leur séparation en deux sociétés distinctes), de la SNCF, de plusieurs banques... Sa philosophie a été reprise dans le préambule de la constitution de 1946 auquel continue à se référer le Conseil Constitutionnel.*

## LES BRAS M'EN TOMBENT

**Non, être syndicaliste n'est pas un crime !**

*Par Louise VERGNIAUD*

Il y a quelques jours, deux syndicalistes de Roanne ont été réveillés à 6h du matin par la police qui les a interpellés et gardés à vue avant de les relâcher, suite notamment à l'intervention d'élus. Ils sont néanmoins convoqués au tribunal au mois de novembre 2013 avec trois autres syndicalistes accusés comme eux d'avoir tagué la sous-préfecture de Roanne lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, en 2010. Leur « crime » ? Avoir refusé de se prêter à la recherche de leur ADN ! Et ce, alors même que la cour d'appel, où ils ont comparu en novembre dernier, les a dispensés de peine. Et pourquoi cette recherche d'ADN ? Pour qu'ils soient fichés à vie parmi les criminels et les violeurs ! Non, les syndicalistes ne sont pas des criminels ! Il est temps que cette disposition introduite par Sarkozy soit supprimée du code pénal et que soient amnistiés les syndicalistes qui en sont encore victimes !



# COUP DE GUEULE

## Urgences hospitalières : attention danger !

Par Yves LAOT

Le mardi 14 mai, les personnels, médecins et syndicalistes de l'Hôtel-Dieu, l'hôpital du centre de Paris, ont eu la surprise d'apprendre, par un simple courriel, la suppression, programmée au 4 novembre de cette année, du service des urgences. Objectif officiel : rationaliser l'offre de soins et faire des économies. Cela, alors même que les services des urgences, notamment les urgences ophtalmiques, ont été rénovés, il y a peu de temps et alors que cet hôpital, avec ses urgences, répond tout à fait aux besoins de la population du centre de Paris (environ 400 000 personnes sans compter les touristes de passage dans la capitale). Les promoteurs de ce projet, la direction de l'Assistance Publique, soutenue, semble-t-il par le ministère de la santé, affirment que les urgences seront transférées dans d'autres hôpitaux atteignables en une trentaine de minutes (hors bouchons bien sûr !). Mais comment croire que cela se passera sans problème alors que les urgences des autres hôpitaux parisiens sont déjà plus que surchargées ? Et comment admettre ce mépris avec lequel personnels, médecins et syndicats ont été traités ? La direction aurait-elle eu peur d'être dans l'incapacité de justifier oralement cette fermeture, dont on peut se demander si elle ne préfigure pas la disparition complète de l'hôpital, en vue d'une opération immobilière juteuse ? Quel déni aussi pour le travail quotidien accompli par les médecins et personnels souvent dans des conditions difficiles, faute d'une adéquation entre le nombre d'interventions à effectuer et l'effectif présent !

La France, il n'y a pas si longtemps, pouvait se prévaloir d'un système de santé performant,

s'appuyant notamment sur les hôpitaux publics. La loi Bachelot, en mettant en concurrence ouvertement hôpitaux publics et cliniques privées, en privilégiant les objectifs comptables plutôt que les objectifs de santé, a fortement écorné cette réalité, d'autant que les hôpitaux de proximité sont menacés les uns après les autres de fermeture, malgré la résistance acharnée des personnels, médecins et patients, quelques fois soutenus par des élus locaux, qui parviennent, malgré tout, avec l'aide du collectif « **Notre santé en danger** », à sauver quelques structures.



On aurait pu espérer que la primauté de la logique comptable soit remise en cause avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Malheureusement, les mesures prises depuis un an ne sont pas à la hauteur des enjeux. L'aspect financier prime sur l'intérêt des malades. Malgré des annonces en ce sens, on attend toujours la remise en cause de la loi Bachelot, dont le bilan est pourtant loin d'être satisfaisant.

En outre, les urgences hospitalières sont souvent le recours de personnes aux revenus modestes qui n'ont pas la possibilité de se faire soigner ailleurs faute de structures d'accueil adaptées comme les centres de santé, elles aussi menacées pour les mêmes raisons financières !

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication  
de RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice  
de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)